

*Questions orales*

**Mme Catherine Callbeck (Malpègue):** Monsieur le Président, je ne crois pas que je tire des conclusions. Les plaintes sont là pour qui veut les lire.

De même, le vérificateur général souligne, à la page 646 de son rapport, que les problèmes éprouvés par le surintendant sont attribuables en partie à la lenteur du gouvernement à moderniser la loi sur les sociétés de fiducie et de prêt.

Le ministre va-t-il nier que l'inertie du gouvernement a compromis l'efficacité du Bureau du surintendant? Va-t-il aussi dire à la Chambre ce qu'il compte faire au sujet des recommandations du vérificateur général auxquelles il n'est pas donné suite dans le projet de loi C-83?

**L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)):** Il ne fait pas de doute, monsieur le Président, que le Bureau du surintendant des institutions financières gère un service très important pour nos institutions financières.

Nous l'avons d'ailleurs consulté quotidiennement au sujet de la réforme et il a été du plus grand secours. Nous avons effectué des changements importants. Le Bureau a tous les moyens voulus, puisqu'il récupère son financement auprès des institutions financières elles-mêmes. Nous n'avons en aucune façon cherché à lui nuire. Au contraire, nous sommes prêts à collaborer avec lui pour faire en sorte que ce pays soit doté du meilleur système de surveillance possible.

\* \* \*

**LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND**

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, c'est au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, ou plutôt à son substitut que je m'adresse.

Aujourd'hui, le Syndicat national des travailleurs et travailleuses de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'outillage agricole du Canada poursuit le gouvernement devant les tribunaux afin de l'obliger à faire respecter les dispositions du contrat qu'il a signé avec la société Boeing et qui devaient garantir que la société de Havilland du Canada conserverait la fabrication des avions, la recherche et le développement, ainsi que les emplois.

Le ministre pourrait-il tout simplement me dire pourquoi des travailleurs canadiens sont ainsi contraints de poursuivre leur propre gouvernement devant les tribunaux pour s'assurer que leurs emplois ne seront pas menacés lorsque deux gouvernements étrangers se porteront acquéreurs de la société de Havilland?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, la Chambre sait, tout comme je l'espère le député, que c'est la société Boeing, l'une des meilleures du monde pour ce qui est de la commercialisation, qui s'était portée acquéreur de cette entreprise. Depuis lors, le carnet de commandes de la société de Havilland n'a cessé de s'alourdir.

Cependant, la société Boeing, compte tenu du marché qu'elle recherche, s'est mise à la recherche d'acheteurs éventuels dans l'espoir de vendre. Elle songe à se défaire de la société de Havilland alors que celle-ci se trouve dans une posture bien meilleure qu'au moment où elle s'en était portée acquéreur. Quand l'offre d'achat lui parviendra, Investissement Canada ne manquera pas bien sûr de l'examiner pour voir si le Canada en retirera un avantage net.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** De toute évidence, monsieur le Président, le substitut du ministre est d'accord avec le ministre qui, lorsqu'il a rencontré les représentants du syndicat, aurait déclaré que la société Boeing pouvait bien faire de l'usine ce qu'elle voulait puisqu'elle en était propriétaire.

Le ministre estime-t-il que son rôle consistait à céder à vil prix la société de Havilland, à la société Boeing, à lui faire cadeau de plus de 200 millions de dollars de deniers publics quitte ensuite à ce que le gouvernement se croise les bras alors que les Canadiens perdent leur emploi?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, si le député estime que créer plus de 1 500 emplois depuis trois ans à la société de Havilland... c'est se croiser les bras, j'ignore ce dont il parle.

Le député sait pertinemment—lorsqu'il a posé sa question, j'ai cru entendre le substitut du syndicat—sait que les tribunaux sont saisis de cette affaire. Il sait également que sa question reposait sur trois hypothèses. La vente n'a même pas encore eu lieu, et les tribunaux sont saisis de cette affaire.

\* \* \*

[Français]

**LES SYSTÈMES D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT**

**M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et Services. Le rapport du vérificateur général a été très clair et explicite au sujet de l'utilisation des ordinateurs, principalement au chapitre du danger de vol et de dommages des données qui sont gardées en mémoire et qui sont vitales, tellement vitales pour le fonctionnement des services gouvernementaux. Est-ce